

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES

ENTRE :

La Commune de SISTERON, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Daniel SPAGNOU, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal en date du.....

Ci-après désignée « La Commune »,

ET :

La SEM de SISTERON, représentée par son Président en exercice, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil d'administration, en date du

Ci-après dénommée la « SEM »,

PRÉAMBULE

Dans le cadre de l'exercice de ses besoins et missions propres, la SEM de Sisteron a besoin de manière récurrente de faire réaliser par des prestataires extérieurs de petites interventions, dans les domaines de l'ingénierie, de la manutention, de l'informatique et enfin pour la réalisation de menus travaux tous corps d'état.

Les opérateurs de ses secteurs économiques, présents sur le marché ne répondent pas aux sollicitations de la SEM de SISTERON. Ce en raison de la trop faible importance de ces prestations, d'une part et de leur caractère trop ponctuel, d'autre part.

En effet, il s'agit de petites prestations de quelques heures, pour lesquelles les professionnels du secteur ne se déplacent pas et ne formulent pas d'offre.

Compte tenu de la faible importance de ses besoins la SEM de SISTERON a décidé a convenu avec la Commune de SISTERON de conclure une convention de prestation de service couvrant les quatre domaines d'interventions précités.

En contrepartie des prestations exécutées par les services de la Commune de SISTERON, la SEM de SISTERON se verra facturer un prix de prestation calculé sur la base d'un tarif horaire conventionné par métier.

Considérant qu'il convient de fixer les modalités des engagements qui précèdent au moyen d'une convention,

IL EST CONCLU CE QUI SUIIT :

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriale ;

Vu la délibération du conseil municipal de SISTERON, en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration de la SEM de SISTERON, en date du

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET ET CONDITIONS GENRALES

La présente convention est établie pour la réalisation de prestations de services par la Commune, au profit de la SEM.

Elle a pour objet de déterminer les modalités techniques et les conditions financières de l'intervention des services de la Commune en fonction des besoins exprimés par la SEM dans les domaines de :

1. L'ingénierie ;
2. La manutention ;
3. L'informatique ;
4. Le technique (Menus travaux tous corps d'état).

ARTICLE 2 : NATURE DES PRESTATIONS

Le tableau ci-dessous détaille pour chaque domaine d'intervention la nature des prestations et le coût horaire par agent.

DOMAINE D'INTERVENTION	DETAIL DES PRESTATIONS	COÛT HORAIRE PAR AGENT MOBILISE*
INGENIERIE	Interventions ponctuelles en matière d'assistance à conception, d'assistance à passation des contrats de travaux et des procédures de consultation, d'analyse, suivi de l'exécution des travaux, de réception des travaux, d'interventions ponctuelles, de conseil, etc...	47 €
MANUTENTION	Interventions ponctuelles pour l'installation et la désinstallation de matériels et de mobiliers, de déménagements de locaux, etc...	26 €
INFORMATIQUE	Interventions ponctuelles de maintenance et d'installation de matériel et de logiciels	30 €

	informatiques, conseil, etc ...	
TECHNIQUE (MENS TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT)	Interventions ponctuelles pour divers menus travaux de dépannage ou de maintenance dans les domaines divers comme plomberie, électricité, menuiseries, serrurerie, peinture, revêtements de sols, petite maçonnerie, etc...	31 €

* Le coût unitaire comprend les charges de personnel (rémunérations brutes de l'agent et des charges patronales, de la médecine préventive et de l'assurance statutaire le cas échéant) majoré forfaitairement de 25% au titre des frais de structure et coûts du service (renouvellement des biens, contrats, fluides, mise à disposition des locaux, assurances...) et des frais de déplacement et de repas éventuels nécessités par la mission. A cela, s'ajouteront les fournitures, consacrées à l'objet exclusif de la prestation, si elles ne sont pas fournies par la SEM.

ARTICLE 3 : MATERIEL ET FOURNITURES

Dans le cadre de la réalisation des prestations précitées, les agents utiliseront le matériel communal, disponible dans l'exercice normal de leurs activités.

Les fournitures feront l'objet d'une facturation spécifique à moins qu'elle ne soient fournies par la SEM.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'INTERVENTION DES SERVICES DE LA COMMUNE

Les modalités d'intervention du service pour le compte de la SEM seront définies à chaque intervention sur la base de la présente convention.

Pour l'accomplissement des prestations décrites à l'article 2 de la présente convention, la Commune est libre de désigner, au cas par cas, ceux de ses agents qui effectueront les prestations dans les domaines précités.

Chaque prestation donnera lieu à une lettre de mission émise par tout moyen et mentionnant :

- Le domaine d'intervention ;
- la nature de la prestation ;
- la date d'exécution souhaitée ;
- la durée de la prestation estimée.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE

Les agents désignés demeurent sous la responsabilité administrative et fonctionnelle de la Commune, qui reste l'autorité gestionnaire des personnels concernés.

Le représentant de la SEM veillera au respect des conditions de réalisation des prestations assurées pour son compte par la Commune.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} août 2022 pour une durée d'un an, tacitement renouvelable sauf mise en œuvre des dispositions de l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 7 : MODALITÉS FINANCIERES

Le paiement des prestations s'effectue sur la base d'un état récapitulatif transmis à la Commune détaillant :

- Le domaine d'intervention ;
- La nature de la prestation ;
- La date d'exécution de la prestation ;
- La durée effective de la prestation : nombre d'heures
- Le matériel utilisé.

Les prix seront libellés en euro. Aucune avance ne sera versée.

Le prix sera calculé au vu du nombre d'heures consacrées par les agents de la Commune pour la réalisation de la prestation.

La Commune établira annuellement un décompte de facturation et émettra un titre de recette du montant des prestations réalisées par les agents désignés, y compris les matériels et fournitures, sur la base de la présente convention.

ARTICLE 8 : DENONCIATION DE LA CONVENTION OU CONTENTIEUX

La présente convention peut prendre fin à tout moment à la demande d'une des parties cocontractantes, pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services ou en raison d'une qualité de service ne permettant pas de répondre de manière optimale à la commande passée.

Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception un mois avant la date souhaitée de résiliation.

En cas de résiliation de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre. En revanche, devront être acquittées les prestations déjà réalisées ou en cours de réalisations.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher, sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à SISTERON,

en deux exemplaires originaux,

Le

Pour la Commune,

Son Maire

Daniel SPAGNOU

Pour la SEM de SISTERON

Son Président,